Délibération n°2021-03-15-12

Le Conseil d’Administration de l’Université de Montpellier, dans sa séance du 15 mars 2021, sous la présidence de M. Philippe AUGÉ, Président de l’Université de Montpellier,
Vu le livre VII du Code de l’Éducation, notamment les articles L712-2 et L712-3,
Vu les statuts de l’Université de Montpellier,

a délibéré :

Objet : Approbation d’une demande d’autorisation d’ester en justice - Affaire relative aux désordres ayant affecté la Faculté de Droit.

Après s’être assuré du quorum, le Président indique qu’il s’agit de donner mandat à Maitre Jean-Marc DARRIGADE pour représenter l’UM et défendre ses intérêts dans l’affaire relative aux désordres ayant affecté la Faculté de Droit.

Juridiction : Tribunal Correctionnel de Montpellier.
Nature : Constitution à partie civile.

Suite à la présentation et aux débats qui s’en sont suivis, le Président de l’Université demande aux membres de se prononcer.

Résultat du vote :
Membres en exercice : 37
Membres présents et représentés : 36
Membres n’ayant pas pris part au vote : 0
Suffrages valablement exprimés : 36
Pour : 34
Contre : 1
Abstention : 1

Cette demande d’autorisation d’ester en justice est approuvée à la majorité des membres du Conseil d’Administration.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Montpellier, le 16 mars 2021.

Le Président de l’Université de Montpellier


Transmise au Recteur le : 04 MAI 2021

Modalités de recours contre la présente délibération :
En application de l’article R.421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, ou ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.